

2e pilier, la fureur dans les urnes



Dominique de Buman,

conseiller national PDC fribourgeois, voit dans le refus des Suisses de baisser le taux de conversion de la LPP une colère née de la crise et de l'incurie du gouvernement

Le vote du peuple suisse sur le taux de conversion du 2e pilier ne fera pas de bruit à l'étranger. Contrairement au refus des minarets, il ne comporte aucun élément émotionnel susceptible de nous valoir la une des médias internationaux. Le sort de l'avocat des animaux aurait plus de chance de retenir leur attention.

Le non sec et sonnante à la modification du rendement du 2e pilier traduit pourtant une nouvelle fois la crise de confiance majeure de la population à l'égard des élites économiques et politiques du pays. Ce n'est pas seulement un malaise qui s'exprime. C'est une sourde colère, profonde, qui touche tous les milieux. C'est un phénomène de rejet du corps social à l'égard des potions qu'on veut lui faire avaler. Les Suisses viennent d'exprimer, à leur manière, dans les urnes, ce que les Grecs ou les Portugais vont crier dans la rue parce qu'ils n'ont pas la démocratie directe à disposition et que leur situation est beaucoup moins enviable que la nôtre.

Soyons justes. Le taux de conversion n'est pas un roman très sexy. La matière est technique et suffisamment complexe pour que les experts ne soient pas d'accord entre eux. Il n'était pas facile pour le citoyen de démêler les affirmations des uns et des autres sur les tables de calcul des rentes ou les effets du vieillissement de la population en l'an 2050. Mais d'autres facteurs ont joué, bien plus fondamentaux.

1. On ne comprenait pas pourquoi de nouvelles mesures urgentes s'imposaient alors qu'une modification du taux de conversion, déjà acceptée, entrera en vigueur en 2014.
2. Le monde des assurances, certes peu concerné par la question, n'a pas fait preuve jusqu'ici d'une grande transparence sur la gestion de ses affaires. Mieux vaut oublier de recevoir des réponses claires quand obtenir des bribes d'informations relève déjà du chemin de croix.
3. La majorité politique du parlement qui a reporté à plus tard la 11e révision de l'AVS a manqué d'empathie sociale. Elle n'a pas voulu voir que tous les «vieux» de ce pays ne regorgent pas de moyens financiers, qu'un nombre important de retraités ont, eux aussi, de la peine à nouer les deux bouts.
4. Le thème du vieillissement de la population et des mesures à prendre pour y faire face passera mal aussi longtemps que les plus de 50 ans auront de la peine à conserver leur emploi ou en retrouver un. Pourquoi faudrait-il reporter l'âge de la retraite, pourquoi faudrait-il payer davantage de cotisations pendant qu'on est actif, si de toute façon une partie croissante de la population n'est plus en activité avant 65 ans? Avec le retour de la crise, on a vu ce que signifie le prétendu besoin des seniors et de leurs compétences dans les grandes entreprises. Même si de nombreux patrons, en particulier dans les PME, se sont battus pour conserver tous leurs collaborateurs, ce sont les plus de 50 ans qui se sont retrouvés les premiers licenciés.

L'une des causes de ce phénomène tient au fait qu'un employé et sa caisse de pension coûtent de plus en plus cher à l'entreprise à mesure qu'il avance en âge. C'est pourquoi le Parti démocrate-chrétien a déposé une proposition au parlement pour que la part patronale de la prévoyance professionnelle reste la même, quel que soit l'âge des employés. Cette mesure supprimerait l'effet pervers de l'augmentation des charges sociales avec l'âge. Mais le Conseil fédéral n'est pas entré en matière jusqu'à présent. Les choses pourraient-elles changer?

5. Des contributions supplémentaires à la couverture des déficits qui plombent notre système social n'ont aucune chance d'être acceptées par les citoyens aussi longtemps que certains pseudo-seigneurs de la banque continueront de toucher ou de distribuer des bonus, aussi incompréhensibles qu'inadmissibles, après nous avoir plongés dans la catastrophe. Les citoyens n'accepteront pas qu'on vienne puiser dans leur poche tant que certains managers croiront pouvoir s'offrir des rémunérations abusives. Pour l'immense majorité des Suisses, le fait que de telles sommes paraissent justifiées aux yeux des «responsables» qui les empochent ou les octroient est plutôt un signe sérieux de dérèglement moral.

6. Le non de ce dimanche 7 mars a encore une autre cause plus pernicieuse. Le Conseil fédéral a beaucoup perdu de son capital de confiance. La gestion calamiteuse de la crise que nous subissons depuis deux ans est encore aggravée par une cacophonie assourdissante. Rien ne semble pouvoir arrêter le phénomène. Alors que le pays est malmené de toutes parts, la plupart des conseillers fédéraux passent leur temps à faire valoir leur ego et leur politique personnelle dans les journaux du dimanche. Et à dispenser leurs recettes miracle. Merci, la soupe est pleine. Les Suisses savent bien que notre pays ne peut plus être un hérisson. Ce n'est pas pour autant qu'ils ont envie d'être pris pour des paillassons.

C'est un phénomène de rejet du corps social à l'égard des potions qu'on veut lui faire avaler